

Intersectionnalité *Economie de soins
mutuels*
Avenir Feministe *Démocratie*

Société Inclusive

Solidarité

Au-delà du PNB

UN PACTE POUR L'ECONOMIE MAUVE

Protection Sociale
Patriarcat

*Budgétisation
sensible au genre*

Justice fiscale

Emplois décents



EUROPEAN WOMEN'S
LOBBY
EUROPEEN DES FEMMES

Un Pacte Pour L'economie Mauve

A propos du Lobby Européen des Femmes

Etabli en 1990, le Lobby européen des femmes (LEF) est la plus grande coalition comprenant plus de 2.000 associations non-gouvernementales de femmes dans l'Union européenne, engagées ensemble pour revendiquer une vision collective féministe pour l'Europe.



Cette publication a été produite avec l'aide financière du Programme Droits, Egalité et Citoyenneté (REC 2014-2020) de l'Union Européenne. Le contenu est la responsabilité exclusive du Lobby Européen des Femmes et ne peut sous aucune condition être considéré comme étant la position de la Commission européenne.



Produite également avec l'aide financière de la Fondation Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

Coordination: Joanna Maycock, Mary Collins

Mise en forme: Barbara Helfferich

Graphisme: Aurore de Boncourt

Traduction française: Cécile Muller

Rédigé avec la participation des membres du groupe de travail sur l'économie féministe du LEF. Un grand merci à celles qui ont contribué. Membres du groupe de travail 2017-2018:

Sophie Hansal, Christiane Ugbor, Magdalena De Meyer, Lenka Formankova, Inge Henningsen, Maria Ludovica Bottarelli Tranquilli, Audroné Kisieliené, Tonny Filedt-Kok Weimar, Ana Sofia Fernandes, Linda Gail Schang, Emma Ritch, Amélie Leclercq, Fulya Pinar Özcan, Katerina Nicolaou, Claudine Serre – Monteil, Paula Koskinen Sandberg, Kata Kevehazi, Ipek Ilkkaracan, Ana G. Valenzuela Zapata, Marion Böker, Irina Sile, Taniel Yusef, Luisella Bosisio Fazzi, Sinem Yılmaz, Iliana Balabanova Stoycheva, Ulrike Helwerth, Eilís Ní Chaithnía (Canny) and Nuray Özbay Bilir.

Un remerciement tout particulier à nos stagiaires Julia Crumière, Margherita Logrillo and Vittorio Tavagnutti

Le concept du « pacte pour l'économie mauve » provient de et est inspiré par le concept développé par Ipek Ilkkaracan de la coordination turque du LEF, qui vise un modèle économique égalitaire et durable.

(c) Lobby Européen des Femmes, 2018

Table des matières

Synthèse

Glossaire

Déclaration d'intention: les valeurs féministes et les principes d'une économie mauve

- I. Une vision féministe de l'économie
- II. Les objectifs et les recommandations clés

Chapitre 1: Vers une économie mauve: construire une société inclusive en Europe

- 1.1 Les approches féministes aux politiques macro-économiques
- 1.2 L'Intersectionnalité: une approche inclusive à l'économie féministe
- 1.3 Les politiques fiscales au bénéfice des femmes et au bien-être de tout-e-s
- 1.4 La budgétisation sensible au genre: s'assurer que les finances publiques et les politiques économiques assurent l'égalité entre les femmes et les hommes
 - 1.4.1 La budgétisation sensible au genre est le *gender mainstreaming*
 - 1.4.2 Une attention urgente sur les dépenses militaires
- 1.5 La dignité humaine et les coûts de la violence à l'égard des femmes
 - 1.5.1 Pas à vendre! La commercialisation du corps des femmes et des filles

Chapitre 2: L'économie de bien-être : l'économie des soins mutuels pour construire une société humaine et pour la planète

- 2.1 L'économie des soins: la colonne vertébrale d'un modèle économique féministe
- 2.2 L'approche féministe à l'économie des soins
 - 2.2.1 En tant qu'investissement
 - 2.2.2 En tant qu'un droit
 - 2.2.3 En tant qu'autonomisation
 - 2.2.4 En tant qu'un « Deal » pour l'Europe

Chapitre 3: Construire un avenir féministe: -Femmes, emploi et les défis d'un marché du travail en transformation

- 3.1 l'économie mauve face aux changements du travail rémunéré et non rémunéré
- 3.2 Les défis présents et à venir pour les femmes sur le marché du travail
 - 3.2.1 En ce qui concerne le vieillissement et les besoins en matière de soins
 - 3.2.2 En ce qui concerne l'intersectionnalité et le marché du travail en Europe
 - 3.2.3 En ce qui concerne l'économie numérique: la situation des femmes demeure la même dans le monde "réel" que dans le "virtuel"

Chapitre 4: Recommandations: Un Pacte pour un modèle économique mauve – une invitation à l'action aux acteurs politiques



Synthèse

Les processus économiques ont une profonde influence sur la vie sociale, les relations entre les genres et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ce document analyse le système économique actuel dans une perspective féministe critique, dans le but de proposer un changement radical dans la prise de décision politique afin de construire un cadre économique global basé sur des valeurs féministes essentielles.

L'approche féministe de l'économie, ancré dans ce Pacte pour l'économie mauve du Lobby européen des femmes (LEF), prend comme point de départ la pleine participation des femmes dans tous les domaines de la vie et une représentation égale des femmes, dans toutes leurs diversités, à tous les niveaux de prise de décision, y compris en matière économique. C'est un pilier fondamental des droits humains universels, inaliénables et indivisibles. Cela vise à construire une économie globale de bien-être pour tout-e-s. L'accent est mis sur un système de l'économie de soins (*care*) disposant d'une infrastructure qui puisse procurer à tous des services publics et des soins de qualité, accessibles et abordables.

Ce document est divisé en trois parties, chacune s'adresse aux trois piliers d'un modèle économique du bien-être, proposé sous la forme d'un « pacte ».

Chapitre 1 : **Vers une économie mauve: construire une société inclusive en Europe** s'attarde aux questions soulevées par la politique macroéconomique actuelle en Europe, y compris les politiques monétaire et fiscale. Il montre que l'approche soi-disant « neutre » a un impact très néfaste sur les femmes et revendique un système inclusif dans le cadre macroéconomique. Une économie mauve vise à mettre une perspective de genre au cœur des politiques fiscales, d'emplois et le développement d'une économie de soins (*care*) dans le but d'assurer un bien-être pour tout-e-s.

Chapitre 2 : **L'économie de bien-être : l'économie des soins mutuels pour construire une société humaine et pour la planète**, met l'accent sur le « care » en tant que colonne vertébrale de la société qui lui permet de tenir debout. La contribution des femmes à l'économie, à travers les soins procurés le plus souvent de manière non-rémunérés, demeure invisible, sous-évalués et non-comptabilisé. Ceci couvre aussi bien la prise en charge des personnes : les enfants, les personnes âgées, les personnes aux besoins spécifiques ainsi que les charges domestiques. Un modèle économique féministe revendique un cadre de droits humains qui reconnaît aussi bien les droits des personnes dépendantes que celles qui procurent des soins : ceci est une démarche de l'autonomisation et non pas de la dépendance. Il interpelle l'Etat pour plus d'investissements dans les services publics de qualité. Le modèle économique féministe revendique un nouveau « **Deal pour l'Europe** », en l'invitant à investir massivement dans l'économie de soins.

Chapitre 3 : **Construire un avenir féministe: -Femmes, emploi et les défis d'un marché du travail en transformation**, évoque les défis que le monde vit face aux changements, leur impact sur les femmes et l'accroissement des inégalités dans et entre pays. Le défis d'un marché du travail en transition, exposé à travers une précarité de la nature du travail (contrats atypiques, l'économie dite de « plateforme » et de « GIG », ainsi que la transition vers une économie numérique ont un impact sur les femmes, et surtout sur certains groupes de femmes, d'où la nécessité de s'assurer une approche intersectionnelle. Ces changements nécessitent également de relever les défis d'une population vieillissante, un travail décent, le maintien et l'approfondissement des systèmes de protections sociales et le modèle Européen social. Sur base de l'analyse contenue dans ce document, une série de



recommandations adressées aux décideurs politiques tant au niveau européen que national, est proposée à la fin de ce document. Elles doivent être abordées en tant qu'invitation à reformuler l'économie sur base d'une économie féministe et pour établir un Pacte Mauve pour le futur de l'Europe.



Glossaire

Modèles économiques conventionnels	Termes économiques féministes
L'économie est une science sociale, élaborée et intégrée dans une idéologie politique ; par exemples le libéralisme, le néo-libéralisme, etc. Ce modèle économique actuel fait valoir l'intérêt personnel et le profit, sur quoi continue à reposer le système économique dominant, du capitalisme au néo-libéralisme. Un tel modèle n'offre pas les bases d'une économie durable et a systématiquement exclu le travail dit non-productif, c'est-à-dire la contribution invisible des femmes à l'économie. Macro-économie : La branche de l'économie s'intéressant aux facteurs économiques à grande échelle ou globaux, tels que les taux d'intérêts et la productivité nationale. Source : Dictionnaire Oxford	L'économie féministe se réfère largement à une branche de l'économie qui se développe, appliquant une perspective féministe à l'économie. L'économie féministe est souvent liée à l'économie du bien-être et à l'économie du travail, insistant sur le bien-être des enfants et la valeur du travail en soi, par opposition à la production pour un marché, centre de l'économie classique. L'économie féministe s'emploie à examiner non seulement les problématiques féminines dans l'économie, mais celles du maximum d'autres groupes de personnes différentes en considérant explicitement le genre, la race, la classe sociale, la caste et d'autres facteurs. Source: http://www.academicroom.com/topics/what-is-feminist-economics Glossaire des termes féministes Atria
Produit intérieur brut (PIB) La valeur totale des biens produits et des services fournis dans un pays au cours d'une année. Produit national brut (PNB) La valeur totale des biens produits et des services fournis dans un pays au cours d'une année, équivalent au produit intérieur brut, plus le revenu net des investissements extérieurs. <i>« Le PIB mesure la valeur monétaire des biens et services finaux – achetés par le consommateur final – produits dans un pays sur une certaine durée »</i> FMI, 2016 Détermine la « santé » économique et le « bien-être » d'un pays mais échoue à rendre compte de la contribution invisible qui inclut le travail non-rémunéré et l'impact environnemental.	Produit intérieur brut (PIB) : L'économie féministe soutient que la réussite économique ne peut pas être mesurée seulement en termes de produits et services aux prix du marché puisque cela ne reflète pas l'entièreté des coûts et des bénéfices pour la société en termes de performance économique et de progrès social. Le bien-être humain et environnemental doivent également être mesurés. Pour évaluer la performance économique, la seule distribution des richesses ou des revenus ne suffit pas. Des économistes féministes (telles que Amartya Sen, Martha Nussbaum, Ingrid Robeyns, et d'autres) ont été impliquées dans le développement d'alternatives au PIB, tel que l'Approche des capacités et l'Index de développement humain (basé sur trois indicateurs : espérance de vie à la naissance/santé ; connaissances/éducation ; niveau de vie/revenus). Marilyn Waring (Nouvelle Zélande) dans son <i>Si les femmes comptaient : une nouvelle économie féministe</i> (1988) a été la première féministe à souligner que le PIB est un « substitut au



	progrès » où l'absence de la valeur des femmes et des contributions de la nature conduit à de « terribles conséquences pour le monde » en termes de décisions économiques.
Reproduction sociale: Est un concept initialement proposé par Karl Marx dans Le Capital, et est une variété de son idée plus large de la reproduction. Il "se réfère à l'accent mis sur les structures et les activités qui transmettent l'inégalité sociale d'une génération à l'autre". (Christopher B. Doob) Selon Pierre Bourdieu, il existe quatre types de capitaux qui contribuent à la reproduction sociale dans la société. Il s'agit de capital financier, de capital culturel, de capital humain et de capital social.	La perspective féministe sur la reproduction sociale : L'activité de reproduction sociale non-rémunérée est nécessaire à l'existence du travail rémunéré, à l'accumulation de plus-value et au fonctionnement du capitalisme en soi. Aucune de ces choses n'existerait sans travail ménager, éducation des enfants, scolarisation, soins affectifs et une multitude d'autres activités qui servent à conforter les générations actuelles de travailleurs et à produire les suivantes, ainsi qu'à maintenir des liens sociaux et la compréhension mutuelle. La reproduction sociale est une condition de base indispensable à la possibilité d'une production économique dans une société capitaliste. Source: Nancy Fraser (2016)
Croissance Une augmentation du montant des produits et services produits par tête d'habitant sur une période de temps donnée. Le modèle de la croissance présuppose que les ressources sont illimitées et que, dans l'hypothèse où elles s'épuiseraient, la technologie résoudra le problème.	L'économie féministe défend un modèle de développement durable, dans lequel le développement économique se fait sans épuiser les ressources naturelles ni la protection sociale. Ceci exige des investissements publics dans les infrastructures sociales et l'économie verte en tant que moteur d'une croissance économique soutenable. Un modèle de croissance durable maintient, sur les court, moyen et long termes, la qualité de vie tout au long de la vie, le bien-être, l'éducation et la santé. La création d'emplois à la fois dans l'économie sociale et l'économie verte générerait davantage de revenus pour l'Etat en termes d'impôts et de contributions à la sécurité et à la protection sociales.
Le patriarcat aujourd'hui et ses manifestations : « Un système de société ou de gouvernement dans lequel les hommes détiennent le pouvoir et les femmes en sont largement exclues ». Source : Dictionnaire Oxford Caractéristiques : Patriarcat : • Sépare le public du privé ;	Les féministes interrogent le système sachant que : • Le privé est politique, notamment toutes les formes de violence masculine faite aux femmes ; • Les femmes sont des individus à part entière ; • Les mesures à l'échelle du ménage empêchent l'individualisation des droits, en particulier des droits sociaux et des impôts, considérant souvent les femmes comme dépendantes et/ou second revenu ;



• Considère la sphère privée comme « un ménage », échelon des statistiques sur les revenus, la distribution et les droits sociaux (cohabitants, personnes dépendantes, etc), présumant que l'égalité homme-femme prévaut au sein du foyer ; • Repose sur le système capitaliste qui promeut la propriété privée et est dirigé par le profit ; • Met l'accent sur l'individu <i>homo economicus</i> – littéralement l'homme économique et la consommation individuelle ; • Ne crée des emplois que pour répondre aux besoins du marché ; • Ne compte que les biens visibles (biens et services, produits financiers...) ; • Considère les budgets et les investissements comme étant « neutres » ; • Rôle limité de l'Etat ; • Repose sur le modèle de l'homme-soutien de famille, travailleur standard déterminant les droits sociaux (retraite, impôts, etc)	• Valorisent le travail invisible et non-rémunéré • Défendent un modèle « rémunération égale – carrière égale » • Insistent sur un travail décent de qualité, en termes de paie, conditions, droits et durabilité (par opposition au travail précaire) • Vision collective et mécanismes collectifs de solidarité • Distribution des ressources, notamment des dépenses publiques, par exemple budget tenant compte du genre – les dépenses et les investissements ne sont pas neutres en termes de genre, défendent une perspective basée sur le genre pour les dépenses, revenus et investissements • Rôle crucial de l'Etat comme « intermédiaire » dans la distribution des ressources/richesses, la collecte des revenus pour les besoins collectifs, les investissements et le maintien de systèmes démocratiques
Cadre macro-économique européen Basé sur la macro-économie patriarcale • Neutre en termes de genre • Propriété privée • Nourri de croissance et consommation • Plus-values tirées de profits basé sur des systèmes d'exploitation • Vue limitée au court terme • Sujet aux crises – austérité contre investissement social • Mesure le bien-être à travers le PIB/PNB sans tenir compte du travail non rémunéré • Politiques monétaires et fiscales au service du modèle de croissance y compris des marchés financiers • Génère de la pauvreté et la féminisation de la pauvreté ; inégalités plus inégalités femmes- hommes • Réduit le secteur public / les services publics de qualité, accessibles et abordables • Espaces publics et privés séparés (violence contre les femmes) • Répond aux indicateurs de performance économique et s'assujettit aux diktats des institutions financières internationales.	Le Pacte mauve du Lobby européen des femmes (LEF) : une invitation à refonder l'économie sur la base d'une approche féministe de la macro-économie en Europe • Prend pleinement en compte la contribution qu'apportent déjà les femmes à l'économie • Défend le bien-être des femmes et des hommes à tous les niveaux • Centré sur les gens pour le bien-être de tous et de la planète • Centré sur la protection • Distributif : investir dans les services publics • Englobe la solidarité, l'égalité, y compris l'égalité des chances, la non-discrimination, le respect de la diversité avec une attention particulière pour les formes de discrimination multiples et croisées (intersectionnalité) • Utilise des systèmes de mesure économique et des mécanismes de suivi alternatifs allant plus loin que le PIB et permettant des évaluations basées sur la valeur économique réelle • Valorise le travail non-rémunéré, la responsabilité et la transparence



	• Offre une approche globale liant l'économie au bien-être, et considère que les activités de tous contribuent à l'économie.
--	--



Déclaration d'intention

Les processus économiques ont une profonde influence sur la vie sociale, les relations entre les genres et l'égalité entre les hommes et les femmes.

Ce document analyse le système économique actuel dans une perspective féministe critique, dans le but de proposer un changement radical dans la prise décision politique afin de construire un cadre économique global basé sur les valeurs féministes essentielles.

Valeurs féministes essentielles

Egalité entre les femmes et les hommes
Intersectionnalité des multiples formes de discrimination
Diversité
Paix
Respect
Dignité
Justice

L'approche féministe de l'économie prend comme point de départ la pleine participation des femmes dans tous les domaines de la vie et une représentation égale des femmes, dans toute leur diversité, à tous les niveaux de prise de décision, y compris en matière économique. C'est un pilier fondamental des droits humains universels, inaliénables et indivisibles. Cela vise à construire une économie globale de bien-être pour tous. L'accent est mis sur un système de protection sociale disposant d'une infrastructure qui puisse procurer à tous des services publics et de soins de qualité, accessibles et abordables. Il est urgent d'adopter une perspective neuve et féministe de la politique macro-économique.

Le modèle économique féministe est basé sur trois piliers¹ :

- 1) Un nouveau cadre de politique macro-économique, comprenant les trois dimensions essentielles de justice économique, justice sociale et justice environnementale. Une telle approche macro-économique doit être intégrée avec les droits humains universels reconnus, les droits civils et politiques, les droits économiques et culturels, dans le respect de la diversité et dans la vigilance par rapport aux formes de discrimination multiples et croisées, tout en garantissant la justice climatique ;
- 2) Un système de protection sociale et de soins universel et mutuel ;
- 3) Un marché du travail inclusif mettant l'égalité, la protection sociale et l'accès aux soins au centre des réglementations.

Une économie féministe visera la paix et le bien-être, sur une planète saine. Les sociétés et les économies étant constamment en mouvement, particulièrement dans un monde qui change en termes d'emploi et de distribution des ressources, l'économie féministe entreprendra également des réévaluations et consultations régulières, dont les paramètres directeurs sont les indicateurs de bien-être allant au-delà du PIB.

« La démocratie a besoin d'une économie féministe ! »



Funded by the Rights, Equality and Citizenship
Programme of the European Union

*L'économie féministe adopte une approche globale, veillant sur tous les secteurs d'activités actuellement négligés par la sphère économique dominante, pourtant indispensables à son fonctionnement. En résumé, cela concerne toutes les choses dont les êtres humains ont besoin pour vivre et se développer, notamment la protection sociale et l'accès aux soins et le travail domestique non rémunéré, parfois qualifié de « prestation sociale ». Mettre ces dimensions en exergue conduit à interroger les notions de « travail » et de « production » uniquement basées sur la production, et à repenser la façon de valoriser les différents types d'activités qui participent à notre économie. **Women Budget Group-UK***

I. Une vision féministe de l'économie

La grande erreur de l'économie c'est de penser l'économie comme séparée de la société dont elle fait partie et de l'environnement dans lequel elle est intégrée. Prof. Kate Raworth, Université d'Oxford

La politique macro-économique, y compris la politique fiscale et monétaire, est trop souvent perçue comme neutre en termes de genre. Mais les choix en matière de politique économique affectent différemment les femmes et les hommes parce qu'ils occupent des positions différentes dans l'économie, à la fois marchande (rémunérée) et non-marchande (non-rémunérée). Comme décrit par Nations Unies Femmes, « les coupes budgétaires qui réduisent les dépenses sociales risquent d'augmenter la demande de travail domestique féminin non-rémunéré, pendant que la libéralisation du commerce risque d'affecter négativement l'emploi des femmes dans des contextes où elles sont surreprésentées tels que les secteurs d'importation compétitifs comme l'agriculture et les récoltes alimentaires »². La mesure de tout succès, et seul critère de l'économie patriarcale actuelle, est la performance du Produit intérieur brut (PIB).

L'économie féministe, cependant, nous presse de penser au-delà du PIB en tant que but pour les gouvernements de poursuivre la croissance, et à plutôt chercher de nouvelles mesures du bien-être³. L'économie féministe s'engage dans de nouvelles analyses stimulantes et dans des campagnes insistant sur le rôle potentiel des impôts et des dépenses publiques comme moyens de redistribuer le pouvoir et les ressources aux femmes et d'assurer l'égalité entre les femmes et les hommes. Surtout, il y a de nouveaux, puissants et intéressants alliés dans les institutions et la société civile dans cette lutte. Alors que l'économie féministe postule qu'il peut y avoir de la croissance économique avec d'autres politiques des finances et de l'économie, à la fin, l'économie féministe est un projet de changement, une vision défiant dans la pratique le paradigme traditionnel de croissance pour tous⁴.

Notre vision de l'économie féministe :

- Basée sur un cadre macro-économique qui tienne pleinement compte de la contribution qu'apportent déjà les femmes à l'économie et du bien-être des femmes et des hommes à tous les niveaux, tout en introduisant des moyens de mesure économique et des mécanismes de suivi qui



aillent plus loin que le PIB et permettent des évaluations basées sur la valeur économique réelle, par exemple le travail non-rémunéré, la responsabilité et la transparence ;

- Dégage des moyens concrets de restructurer l'économie, d'introduire des politiques et des actions basées sur les valeurs essentielles du féminisme qui englobent la solidarité, l'égalité, y compris l'égalité des chances, la non-discrimination et le respect de la diversité ;
- Adopte une nouvelle approche des politiques et réglementations du marché du travail, et soutient des structures qui prennent pleinement en compte la vie des gens et leur parcours plutôt qu'inversement (comme pratiqué actuellement sous le système patriarcal).

Tels sont les piliers qui définissent la vision du Lobby européen des femmes (LEF) d'une Économie mauve en faveur d'une société inclusive qui contribuera à construire une économie de protection et de droits.

Cela va exiger un changement radical de système, également nécessaire si nous voulons stopper la destruction de la planète et assurer durabilité et sécurité humaine aujourd'hui et pour les générations futures de femmes et d'hommes. En tant que telle, l'économie mauve féministe est une formidable alternative aux politiques actuelles et pose un réel défi au système patriarcal actuel.

La transition vers l'Économie mauve nécessite des démocraties fortes, une bonne gouvernance et des structures politiques transparentes. L'Europe aura un rôle déterminant à jouer dans la transition vers l'Économie mauve. Ses principes essentiels de paix, justice, inclusion, égalité et promotion du bien-être concordent déjà avec l'approche centrée sur les gens au cœur de la vision d'une société féministe. Ce dont on a besoin maintenant, c'est d'action.

II. Principaux objectifs et recommandations politiques essentielles

Construire une économie de protection



Créer une société inclusive



Construire un futur féministe



Funded by the Rights, Equality and Citizenship
Programme of the European Union

Les recommandations pour une économie mauve

Réaliser des évaluations de l'impact sur le genre des politiques macro-économiques

S'assurer que le cadre macro-économique, y compris l'après Europe 2020, cherche spécifiquement à réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes

Éliminer les écarts en matière de rémunération, pauvreté et retraite en se concentrant sur l'éradication des causes sous-jacentes

Mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre

Investir dans une économie de la protection et non dans les dépenses militaires

Supprimer toutes les formes de violence masculine à l'encontre des femmes

Mettre pleinement en œuvre la Convention d'Istanbul

Garantir à toutes les femmes leur indépendance économique

Investir dans des emplois décents et de qualité, assurant un salaire, de bonnes conditions de travail et des droits

Adopter une assurance protection sociale

Allouer des fonds suffisants pour garantir la qualité des services de soins et d'aide sociale

Toutes ces mesures doivent considérer les formes de discrimination à l'encontre femmes, multiples et croisées.

Des recommandations politiques spécifiques aux différents acteurs institutionnels sont présentées à la fin de ce document.

Chapitre 1 : Vers une économie mauve : créer une société inclusive en Europe

1.1. Les approches féministes en matière macro-économique

« Ignorer la perspective féministe est une mauvaise économie. La discipline vise à expliquer l'allocation de ressources rares ; c'est destiné à échouer si le rôle que jouent les profonds déséquilibres d'allocation entre hommes et femmes est ignoré. Aussi longtemps que l'inégalité persiste, il y a une place pour les économistes féministes ».- The Economist, 12 Mars 2016

La politique macro-économique actuelle, y compris les politiques monétaire, fiscale et des impôts, sont censées être neutres en termes de genre alors qu'en fait elles ont un impact différent sur les femmes et sur les hommes. Elles ont une incidence sur l'égalité parce qu'elles façonnent l'environnement économique global dans lequel les droits des femmes s'exercent en affectant les opportunités



d'emploi salarié, les ressources pour financer les politiques destinées à réduire les inégalités, et la demande de travail non rémunéré féminin. La politique macro-économique est habituellement aveugle à ces dimensions et ne tient pas compte des droits économiques et sociaux, de la distribution des revenus, de l'égalité femmes-hommes, de l'égalité entre différents groupes de femmes, ou de l'impact sur l'environnement.

Martha Nussbaum, professeure à l'Université de Chicago, soutient que chaque femme et chaque homme a droit à une vie digne. Avec Amartya Sen, économiste indienne et Prix Nobel, elle critique une économie mesurée au moyen du seul PIB. Le bien-être ne peut se mesurer par la croissance économique, mais doit englober la santé, l'éducation, les droits et les libertés. Le développement ne peut se mesurer par le PIB mais devrait être mesuré par le développement des capacités des gens. Chacun contribue à la société de différentes manières qui doivent être reconnues et valorisées. Quel type de possibilités ont les gens de vivre une vie heureuse ? De quoi ont-ils besoin pour améliorer leur vie ? C'est le devoir des politiques et des autorités publiques de garantir à tous la qualité de vie. Martha Nussbaum propose donc dix conditions fondamentales qui devraient figurer dans la constitution de chaque pays. Elle les appelle « justice minimale ». En tant que tel, elles peuvent représenter l'ébauche des objectifs d'une économie féministe structurée par les obligations découlant des traités sur les droits humains des Nations Unies.

Au-delà du PIB – L'approche des capacités – ce dont l'être humain a besoin pour se développer, dont :

- Santé physique et mentale, et bien-être
- Relations sociales, appartenir à des réseaux sociaux, avoir du temps, des distractions, de la mobilité
- Autonomie politique : être en mesure de participer et d'avoir de l'influence sur le processus de décision politique. Être traité avec respect.

Robeyns sur la base de Sen and Martha Nussbaum

L'économie féministe, s'appuyant sur les approches de Martha Nussbaum et d'autres³, offre des alternatives dont on a vraiment besoin et qui sont viables, basées sur le bien-être plutôt que sur le profit. Ses valeurs essentielles comprennent les droits humains, l'égalité et l'intersectionnalité.



Recommandation 1 : S'assurer que le cadre macro-économique, y compris l'après Europe 2020, cherche spécifiquement à réaliser l'égalité femmes-hommes.

1.2. L'intersectionnalité – une approche inclusive de l'économie féministe

« Il n'existe pas de lutte pour une unique revendication parce que nous ne vivons pas une vie avec un unique problème ». Audre Lorde, activiste féministe pour les droits civiques



Funded by the Rights, Equality and Citizenship
Programme of the European Union

Adopter l'approche intersectionnalité signifie prendre en compte les recoupements entre les différentes formes de discrimination et d'oppression. Être une femme ne peut pas être considéré de façon isolée, sans tenir compte de l'origine ethnique, de l'âge, de la classe sociale, du statut migratoire, des capacités, etc. Chacune de ces identités contribue à forger l'expérience de l'oppression, interagissant avec les autres pour créer les inégalités sociales et la discrimination, et à déterminer l'accès aux ressources. Cela signifie que chaque sujet, que ce soit plaider pour les femmes dans la décision politique, en finir avec la violence masculine, défier l'oppression sexiste et les inégalités sur le marché du travail, redéfinir la valeur du travail, combattre les discriminations au travail, exiger un salaire égal, promouvoir les droits sexuels et génésiques, ne devrait pas être appréhendé à partir du concept abstrait de « la femme » universelle sans passé historique mais dans un contexte social particulier caractérisé par d'autres formes d'oppression interagissant.

Une approche de l'intersectionnalité est au cœur du **Pacte Mauve**, cruciale pour une économie inclusive définie par le bien-être et l'égalité pour tous. Il est également vital que le mouvement féministe continue de s'unir vers cette vision tout en gardant un regard critique sur les différents systèmes d'oppression. Une telle approche prépare la voie pour une égalité de fait pour tous et permet d'identifier les mesures politiques spécifiques pour y parvenir.



Recommandation 2 : Adopter une approche de l'intersectionnalité pour toutes les politiques et la législation.

1.3. Des politiques fiscales au bénéfice des femmes et à l'avantage de tous

Les politiques en matière d'impôts doivent avoir un effet ré-distributif visant l'égalité des richesses entre les femmes et les hommes. Les politiques fiscales jouent un rôle-clé pour l'augmentation maximale des ressources disponibles qui sont vitales pour renforcer la capacité des gouvernements à réduire les inégalités entre genres. (UN Women)

Depuis le milieu des années 1980, l'analyse budgétaire par genre entreprise dans de nombreux pays a été une stratégie-clé pour interroger la théorie macro-économique et la décision politique. De telles initiatives, accompagnées d'une variété d'initiatives budgétaires favorables aux pauvres, constituent des défis majeurs quant au type de politique fiscale prévalant dans de nombreux pays.

La politique fiscale a deux composantes majeures : la taxation des revenus et celle des dépenses, qui ont des biais explicites et implicites selon le genre. Dans certains Etats Membres, la taxation peut viser les hommes et les femmes de différentes manières, par exemple les réductions fiscales pour une épouse dépendante ou le crédit d'impôt pour les couples à revenu unique. Il y a aussi des biais implicites quand les dispositions fiscales semblent neutres en termes de genre alors qu'« il y a en réalité une discrimination dans la mesure où la politique interagit avec les comportements ou profils liés au revenu, et impacte les genres de façons différentes »⁵. Bien que la plupart des Etats Membres de l'UE aient aboli les réglementations fiscales qui différencient explicitement les femmes et les hommes, des choix politiques spécifiques au niveau des prélèvements et de la redistribution des revenus peuvent impacter les revenus et la sécurité économique des femmes de façon



disproportionnée, et réduire leur accès à des services publics de qualité, diminuant leur capacité à exercer leur droits économiques et sociaux et donc les progrès vers l'égalité entre les genres⁶.

Dans son rapport, le Parlement européen observe que « l'absence d'une perspective en termes de genre, dans les politiques de taxation de l'UE et des Etats, renforce les écarts existants en termes d'emploi, revenu, travail non rémunéré, retraite, pauvreté, richesse, etc., dissuade les femmes d'entrer ou de rester sur le marché du travail et reproduit ainsi les rôles et stéréotypes traditionnels en termes de genre.

On observe également une tendance des politiques fiscales à baisser la taxation sur les entreprises. Entre les années 1980 et aujourd'hui, les impôts des entreprises ont chuté de 40% à 29.1% pendant que le taux de TVA a augmenté régulièrement. Ce qui signifie que la charge d'impôts sur les revenus les plus bas a augmenté et donc que les femmes ont été touchées de façon disproportionnée.

L'évasion fiscale, l'évitement fiscal et les paradis fiscaux réduisent la capacité des Etats à redistribuer la richesse. C'est déterminant pour les droits des femmes et l'investissement public dans les infrastructures sociales et de soins.

La gouvernance économique au niveau de l'UE a systématiquement mis l'accent sur la réduction des dépenses publiques (pour réduire le déficit public ou le maintenir en-deçà de 3% du PIB) et a fait très peu pour augmenter les impôts. A la place, on s'est concentré sur l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – taxe sur la consommation – qui touche de façon disproportionnée les femmes, et en particulier les femmes chefs de ménage qui représentent la majorité des foyers les plus pauvres. Le choix délibéré de mener des politiques d'austérité au cours de la dernière décade a eu un impact disproportionné sur les femmes et anéanti bien des progrès dans l'égalité entre les femmes et les hommes. De telles politiques sont contre-productives non seulement à court terme mais surtout à long terme.

La diminution des recettes publiques signifie que lorsque les gouvernements prennent la décision de faire des coupes budgétaires dans les services publics, il y a un transfert sur le travail non-rémunéré des femmes et des conséquences sur le long terme. L'échec à considérer les dépenses publiques qui affectent directement la vie des femmes (et des hommes) comme un investissement est non seulement un point de vue réducteur mais plus coûteux à long terme. La division du travail par genre est toujours telle que les coupes ou la privatisation des services d'aide sociale et de soins – résultant souvent des politiques de **gestion de la dette** et des mesures **contre l'inflation** – ont pour conséquence que les femmes doivent accomplir davantage de travail non-rémunéré (éduquant leurs enfants à la maison, soignant les malades dans la famille, gardant les enfants en âge préscolaire à la maison, etc). De telles mesures ne contribuent en rien à la création d'emplois durables et décents qui augmenteraient les recettes de l'Etat par les impôts.

L'échec à réglementer les impôts sur le revenu à l'échelle globale (notamment ceux des entreprises) se traduit par une fuite en avant, aggravant les inégalités, en particulier entre les femmes et les hommes.

L'économie féministe postule qu'au lieu de réduire les dépenses publiques, il faudrait les augmenter. D'où vient l'argent ? : d'une meilleure gouvernance, du démantèlement des paradis fiscaux et de la contrainte faite aux entreprises d'assumer leurs responsabilités fiscales. Il y a d'autres sources de revenus, par exemples rediriger les dépenses militaires vers la protection sociale ou taxer les transactions financières au bénéfice de l'économie sociale.





Recommandation 3 : En finir avec les politiques d'austérité qui ont des conséquences négatives pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Assurer que les dépenses publiques soient envisagées comme un investissement.

1.4. La budgétisation sensible au genre : Mettre les politiques financières et économiques au service de l'égalité des genres et des droits humains

« L'UE doit prendre ses responsabilités et mettre effectivement les finances et les ressources au service de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cela passe par le développement et la mise en oeuvre de processus budgétaires qui tiennent compte de la dimension de genre à tous les niveaux des politiques ».
Joanna Maycock, Secrétaire générale du LEF

1.4.1 La budgétisation sensible au genre est un outil de *gender mainstreaming*

Les budgets reflètent les priorités politiques. Le budget est l'instrument le plus important de la politique économique et un puissant moyen de transformer les sociétés. La façon dont l'argent est dépensé, dont les revenus sont générés, nous dit le type de valeurs que notre société défend.

Bien qu'il n'y ait pas de définition commune de la budgétisation sensible au genre, il existe quelques principes fondamentaux. Ceux-ci incluent : l'évaluation budgétaire basée sur le genre, l'introduction d'une perspective basée sur le genre à tous les niveaux du processus budgétaire, et la restructuration des recettes et des dépenses pour promouvoir l'égalité entre les genres. Cela implique d'être clair sur les objectifs et les résultats puisque les budgets publics sont examinés afin d'évaluer s'ils contribuent ou non à davantage d'égalité entre les femmes et les hommes, et d'introduire en conséquence les changements qui promeuvent l'égalité.

La budgétisation sensible au genre peut potentiellement réorganiser la planification du budget de l'Etat et les processus de prise de décision. Pour être efficace, elle doit être mise en œuvre à toutes les étapes du cycle budgétaire et à tous les niveaux économiques : planification, débat, décision et évaluation. Sa méthodologie comprend des évaluations d'impact sur le genre, l'évaluation de la justice entre les genres, et un processus dynamique de pilotage des finances et des ressources (politiques monétaires, devises, prix, taxes, flux monétaires des investissements commerciaux et des subventions, travail salarié et non-rémunéré, utilisation du temps) afin d'inscrire l'égalité et les droits humains (des femmes) dans l'ensemble des politiques financières de l'UE.

La budgétisation sensible au genre est essentielle pour garantir que les revenus générés par la taxation collective soient alloués de manière à réduire les inégalités entre les genres et à réduire le travail non-rémunéré des femmes⁷.

La budgétisation sensible au genre, basée sur des résultats mesurables, a fait ses preuves pour générer de la transparence et pour inclure les citoyens européens de manière participative. Jusqu'à présent, l'UE n'a pas encore commencé à mettre en œuvre la budgétisation sensible au genre dans les budgets



européens, les programmes opérationnels de la CE ou aucune des politiques des institutions européennes. Les Ministres des Finances de l'UE s'étaient engagés en 2001 à mettre en œuvre la budgétisation sensible au genre d'ici 2015, et des engagements ont été pris dans le cadre d'instruments contraignants ou non au niveau régional européen et international⁵. Surtout, c'est un domaine prioritaire des NU Femmes.

La **Pacte Mauve**, basé sur l'économie féministe, applique la méthodologie à l'allocation budgétaire publique, avec des définitions claires par exemple des taxes. Ce devrait être appliqué à tous les niveaux de la politique financière, c'est-à-dire au commerce intérieur et extérieur, aux politiques des institutions monétaires, y compris au secteur privé. Certaines régions, certains Etats, ont des responsabilités extraterritoriales avec des obligations légales supplémentaires pour toutes leurs décisions et interactions financières ; les conséquences des objectifs de ces obligations devraient donc aussi être pris en considération (exportation d'armes, prix, emploi, politique de prêt, politiques monétaires, climat).



Recommandation 4 : L'UE devrait être la force motrice pour accélérer l'élimination des écarts entre les genres en appliquant les principes de la budgétisation sensible au genre au budget de l'UE. Il est indispensable que les femmes soient mandatées pour se prononcer sur la manière dont l'argent public est dépensé.

1.4.2. Une attention urgente sur les dépenses militaires

Il est temps de repenser la « sécurité » comme stabilité socio-économique et distribution juste des ressources. C'est une partie intégrante de l'économie féministe. Le **Pacte Mauve** soutient le concept de « Sécurité humaine » qui change le paradigme : de la sécurité appréhendée comme défense (coûts) à la sécurité conçue comme une valeur de paix (investissement). Transférer les lignes du budget militaire pour investir pleinement dans la paix, libérant des financements nouveaux pour l'éducation, la santé, l'emploi équitable, et les efforts et coûts nécessaires pour mettre en œuvre les droits humains, incite puissamment à explorer des scénarios alternatifs et non violents. Investir dans les femmes pour la construction de la paix et la réconciliation devrait également être le but des dépenses pour la sécurité humaine.

Il y a aussi une corrélation forte entre l'augmentation de la violence domestique et le trafic et la vente d'armes, ainsi qu'avec les conflits présents, les situations d'après-conflits et le retour des combattants -- en plus de la trop bien documentée violence sexuelle et sexiste faite aux femmes. Le financement et le commerce d'armes et l'escalade des dépenses militaires contribuent au préjudice fait aux femmes et détournent les financements du progrès social et de la stabilité des femmes, nuisant doublement à leur possibilité de vivre librement et en sécurité, et de disposer d'infrastructures appropriées au développement socio-économique et écologique pour tous.



Les dépenses militaires sont une aberration pour l'économie féministe

La tendance globale aux contrats militaires et aux dépenses excessives outrepassant les budgets, parfois même au-delà des attentes et exigences des armées, détourne les ressources disponibles des besoins intérieurs bien plus immédiats des plus vulnérables.

La Section sur les femmes dans les conflits armés de la Plateforme pour l'action de Pékin appelle à « *une réduction appropriée des dépenses militaires excessives, y compris des dépenses militaires globales, du commerce des armes et des investissements dans la production et l'acquisition d'armes* » afin « *de rendre possible l'allocation de fonds supplémentaires au développement social et économique, en particulier pour la promotion de la condition féminine* »⁸.



Recommandation 5 : Appel à tous les gouvernements pour l'adoption de l'approche « Sécurité humaine » et à s'engager au désarmement total.

1.5. La dignité humaine et le coût de la violence faite aux femmes

Il est essentiel de s'attaquer à toutes les formes de violence contre les femmes et de toujours faire le lien avec l'égalité des genres et les droits humains des femmes. Le **Pacte Mauve** condamne et envisage d'éradiquer toutes les formes de violence contre les femmes, depuis les violations criantes de leurs droits jusqu'aux formes subtiles et indirectes de contrôle des hommes sur la vie, le corps et la sexualité des femmes.

1.5.1. Pas à vendre ! : la commercialisation du corps des femmes et des filles

Le corps des femmes et des filles n'est pas à vendre. L'explosion exponentielle de la commercialisation du corps des femmes et des filles sous toutes ses formes -- trafic, prostitution, pornographie, cyberspace, escortes, etc -- est un secteur de profit considérable où les femmes et les filles sont exploitées dans des conditions d'esclavage comparables à celles du XIX^{ème} siècle. Le Pacte Mauve vise à éradiquer l'objectification et la commercialisation des femmes et des filles. Ces pratiques patriarcales lucratives, soutenues par l'impunité, doivent cesser.



Recommandation 6 : Garantir la ratification et la complète mise en œuvre de la Convention d'Istanbul sur la prévention et le combat de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique, l'accompagner d'une législation européenne et d'un cadre politique, et garantir un suivi global et efficace.



Chapitre 2: L'économie de bien-être : l'économie des soins mutuels pour construire une société humaine et pour la planète

« La capacité de prendre en compte les ressources qui ne sont ni sur le marché ni produites pour le profit est essentielle pour atteindre l'autonomisation des femmes et la durabilité environnementale, que ce soit le travail non rémunéré pour prendre soin de la famille et des amis, ou l'atmosphère et les océans ; ne pas prendre pour acquis que ce sont des « puits sans fond », capables de répondre à toutes les demandes et à tous les besoins ». Diane Elson, Women's Budget Group du Royaume Uni

2.1. L'économie des soins : la colonne vertébrale d'un modèle d'économie féministe

Protéger les autres et être protégé aux différents stades de la vie sont deux des expériences émotionnelles essentielles de notre humanité partagée. Dans un modèle d'économie féministe, la protection est la colonne vertébrale de la société ; c'est ce qui permet à la société de fonctionner. C'est « la main invisible de l'économie » qui est sous-évaluée et non prise en compte. Protéger, pour faire simple, est l'acte de s'occuper des autres et de soi. Cela inclut prendre soin des enfants, des plus âgés, des malades et des personnes handicapées, aussi bien qu'accomplir le travail domestique tel que le nettoyage ou faire à manger. Le travail qui consiste à prendre soin est donc central dans le processus de reproduction sociale qui permet l'existence renouvelée des individus, des familles et de la société elle-même. La reproduction sociale fondée sur un travail à la fois émotionnel et matériel, souvent non-rémunéré, est indispensable à la société. La protection représente la clé de la continuité de l'ordre social. Sans soins mutuels, il n'y aurait ni culture ni économie, et pas d'organisation politique⁹.

Le **Pacte Mauve** affirme que l'économie des soins mutuels est un besoin collectif qui nécessite une responsabilité collective.

2.2. Une approche féministe de l'économie des soins

« Aucune société qui ne prenne pas en considération la reproduction sociale ne peut durer longtemps. Aujourd'hui, pourtant, une nouvelle forme de société capitaliste est justement en train de le faire. Le résultat est une crise majeure, pas seulement de la protection, mais de la reproduction sociale au sens le plus large ». (Nancy Fraser, New Left Review, 2016, 99)

2.2.1. L'économie des soins en tant qu'un investissement

Les soins mutuels sont aussi essentiels à notre économie que la technologie. Une économie qui valorise le secteur de la protection crée du bien-être, accepte la diversité comme un enrichissement de notre société et utilise des critères éthiques pour renforcer et développer un monde dans lequel personne n'est laissé pour compte. L'économie de la protection devrait aller au-delà de la différentiation basée sur le genre entre celui qui gagne le pain et celle qui prend soin. Nancy Fraser propose une économie des soins qui ne s'appuie pas sur le modèle dans laquelle le mode de vie actuel des femmes est la norme pour tout le monde¹⁰.



L'économie féministe réclame davantage d'investissement pour procurer des soins de qualité, accessibles et abordables. L'Etat devrait mettre en place et maintenir des infrastructures et des services publics répondant aux meilleurs standards de qualité pour l'éducation et la formation, la qualification professionnelle tout au long de la vie, et investir dans une infrastructure éducative, récréative et soutenance pour ceux qui procurent les soins de façon « informelle ». De la même façon, il devrait investir dans les structures d'aide organisées par la société civile. Les services d'aide organisés collectivement sont aussi créateurs d'emploi de qualité. Cependant, il faut accorder de l'attention aux besoins individuels dans l'offre de services. Ils doivent être accessibles à tous et disponibles pour tous, gratuits et librement consentis, répondant en particulier aux besoins des personnes handicapées dans leur vie quotidienne.

Pour comprendre le rôle du travail de protection non-rémunéré dans une économie nationale, il est utile de penser l'économie comme constituée de quatre secteurs – le secteur privé, le secteur public, le secteur des ménages et le secteur sans but lucratif. L'économie implique l'interaction entre chacun de ces quatre secteurs⁷.

Le secteur des ménages est fréquemment appelé à jouer le rôle de filet de protection sociale en dernier ressort dans un système (économique) risqué, mais si les demandes faites aux ménages de procurer une telle aide sont trop élevées, les capacités humaines seront épuisées. Le travail de soins non-rémunéré au sein du foyer n'est pas indéfiniment élastique ; il ne peut s'étirer pour boucher tous les trous du filet de protection que les Etats procuraient et procurent de moins en moins. Le travail non-rémunéré ne peut remplacer toutes les déficiences du reste du système. Par conséquent, le fait que nous reconnaissons la contribution procurée gratuitement dans l'économie globalement ne doit pas nous conduire à être trop complaisants quant au fait que ce travail de soins non-rémunéré peut détourner des ressources importantes du reste du système et donc perpétuer ses déficiences. (Elson, op.cit.)

Alors que la perspective féministe sur l'économie des soins adopte une approche holistique, l'économie conventionnelle reconnaît également que les investissements dans les soins (principalement aux enfants) stimuleraient la participation des femmes au marché du travail mais, surtout, de nombreuses études⁸ démontrent que de tels investissements augmenteraient le PIB (conventionnel). Le **Pacte Mauve** propose de développer l'économie des soins comme une approche politique rationnelle et efficace. L'économie des soins pourrait facilement servir de « pont » potentiel entre différents acteurs dans le cadre macro-économique, pour satisfaire les besoins de tout-e-s tout au long de la vie.

La Banque européenne d'investissement – Un potentiel important pour la promotion d'une économie de la protection

La Stratégie en matière d'égalité femmes-hommes de la Banque européenne d'investissement (BEI), qui a pris effet en 2017, vise à intégrer l'égalité des sexes dans les activités du groupe. La stratégie couvre les prêts, les financements publics-privés et les activités consultatives de la BEI tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne. La stratégie soutient la protection des droits des femmes et des filles, permet à la BEI d'accroître son effet positif sur l'égalité des sexes et d'aider à concentrer l'appui sur des projets qui accroissent la participation des femmes au marché du travail. La BEI identifiera les possibilités d'investissements ciblés pour autonomiser les femmes dans l'économie. De tels investissements, à l'appui de l'économie de soins, pourraient avoir des effets transformatifs positifs.



2.2.2 L'économie des soins en tant que droit

Dans toute l'Europe, le manque de disponibilité, les coûts élevés et l'inaccessibilité des services publics et de soins prévalent souvent. Tout d'abord, pour ceux qui recherchent des centres de soins, le nombre d'installations résidentielles pour les personnes âgées doit être augmenté. Les préjugés sociaux/culturels contre ces centres doivent être combattus.

La professionnalisation des employés, actuels et candidats, dans le secteur des soins est nécessaire. Les États Membres doivent allouer des budgets pour le développement de ce personnel grâce à des activités de renforcement des capacités (formation, compétences, sensibilisation).

Les personnes qui ont besoin de soins (les plus âgés, les personnes handicapées, les personnes ayant des besoins de soutien élevés) devraient être incluses dans le dialogue lors de l'élaboration de ces formations afin que leurs besoins soient pris en compte.

2.2.3 L'économie des soins en tant qu'autonomisation

Le **Pacte Mauve** affirme que les soins ne sont pas une question de dépendance, mais d'autonomisation, ancrée dans une approche fondée sur les droits humains. Le droit de se procurer de soins et de prendre soin des autres exige de répondre aux besoins et aux droits de tous aux différents stades de notre vie.

Du point de vue du **handicap**, il est crucial que les services et les prestations de soins soient alignés sur le cadre de la Convention relative aux droits de personnes handicapées (CDPH). La Convention fait partie intégrante du cadre politique de l'UE, notamment parce qu'elle a été signée et ratifiée par l'Union européenne et les États membres.

Le **Pacte Mauve** conteste la perception selon laquelle les femmes et les filles handicapées sont principalement des bénéficiaires de soins, donc dépendantes des autres. Les femmes handicapées sont également des personnes qui procurent des soins aux autres. Les investissements dans différentes formes de services, y compris les services d'aide à une vie indépendante et d'accompagnement pour répondre aux besoins et aux responsabilités des femmes et des filles handicapées, sont inhérents au modèle de soins de l'économie féministe.

La féminisation de la **migration** internationale en relation avec les dispositifs de soins globaux s'accroît en Europe dans la mesure où les femmes migrantes comblent le vide dû à l'échec des investissements publics en matière de soins.

Le travail domestique est l'un des secteurs principaux entraînant la migration de main d'œuvre internationale féminine aujourd'hui. Un modèle d'économie féministe conteste la relégation des travailleurs domestiques, principalement des femmes migrantes, aux marges de la société, invisibles et marginalisées faute de droits sociaux et souvent de droits de résidence ou de citoyenneté, ce qui devrait être abordé dans le cadre d'une économie de soins basée sur les droits humains.

La continuité de soins est aussi un sujet important pour les femmes en milieu rural. Leur travail est de fait omniprésent dans les économies rurales, leur contribution passant par de multiples rôles, y compris la production et le commerce agricole, la transformation et la distribution alimentaire, le nettoyage et la blanchisserie, la garde et l'éducation des enfants, les soins aux plus âgés et aux malades, la culture des fruits et légumes et s'occuper des animaux domestiques. Les femmes en milieu rural, aux avant-postes de la protection de l'environnement, doivent être valorisées et soutenues pour leur incommensurable contribution au développement durable.



2.2.4. Un « deal » pour l'Europe

Les politiques de protection et la mise à disposition de services publics et de soins sont intrinsèquement liées à la réussite de l'égalité entre les femmes et les hommes. Le manque de services abordables, accessibles et de bonne qualité dans la plupart des pays de l'Union européenne, et le fait que le travail de protection ne soit pas également partagé entre les femmes et les hommes, ont un impact négatif direct sur la possibilité pour les femmes de participer à tous les aspects de la vie sociale, économique, culturelle et politique.

Un « Deal » dans ce sens est urgent. Un tel Accord susciterait des politiques plus soutenues en Europe, particulièrement pour répondre aux besoins de soins tout au long de la vie. Un tel « Deal » comprend d'investir dans l'offre de soins, des politiques équilibrant travail et vie privée et valorisant le secteur de soins en Europe, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et la rémunération, sachant que la force de travail dans le secteur de des soins est principalement constituée de femmes et que c'est l'un des secteurs du marché du travail où il y a le plus de ségrégation entre genres.



Recommandation 7 : Reconnaître la valeur essentielle de soins et de la protection sociale comme élément-clé du cadre macro-économique.

3.2 Les défis actuels et futurs pour les femmes sur le marché du travail

3.2.3 En ce qui concerne l'économie numérique: la situation des femmes demeure la même dans le monde "réel" que dans le "virtuel"

Chapitre 3 : Construire un futur féministe – Femmes, emploi et les défis d'un marché du travail en transformation

3.1. L'économie mauve face aux changements du travail rémunéré et non rémunéré

Les analyses féministes du travail ont souligné la division problématique du travail entre les genres et la distinction entre les travaux domestiques et de soins payés et non-rémunérés. Par ailleurs, les perspectives écologiques mettent l'accent sur la question de la croissance de la productivité du travail sur une planète limitée, et sur les pressions sur l'environnement liées au travail⁹.

Les économistes féministes qui promeuvent l'économie de la protection partent du constat que l'emploi rémunéré devient toujours plus informel et plus précaire. Elles postulent que la société a besoin de développer une nouvelle vision du travail et un nouveau modèle pour sécuriser un revenu de base¹⁰. Selon elles, le but ultime de tout le travail nécessaire dans la société est la protection, la prévention et la sécurité de l'existence.

Le Pacte Mauve, cependant, propose de réévaluer le concept de travail par le biais de salaires minimum et maximum ainsi que d'une redistribution du travail, dans le but de dépasser les stéréotypes de genre. De plus, il défend une réduction générale du temps de travail pour tout le monde afin que les responsabilités professionnelles et de protection soient mieux équilibrées pour les femmes comme



pour les hommes. Il souligne également l'importance d'une infrastructure publique complète et de services publics facilitant la reproduction sociale, allant des soins de santé aux transports publics.

« Les crises de la reproduction dans de nombreuses sociétés – des crises de l'éducation et de l'emploi pour les jeunes aux crises de la protection pour les citoyens plus âgés – ne seront pas résolues sans réorganiser la reproduction sociale et la protection ». (Professeur Christa Wichterich, 2019)

3.2 Les défis actuels et futurs pour les femmes sur le marché du travail

Dix ans après la crise financière et économique globale de 2008 qui a conduit à des pertes d'emploi massives, de nombreuses économies développées ne sont parvenues qu'à un redressement fragile. Le monde continue à faire face à des défis majeurs en matière d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes. En même temps, les inégalités de revenus se sont accrues entre et au sein des pays. Le marché du travail dans la plupart des pays n'a pas retrouvé le même niveau d'emploi, ni en termes de quantité ni en termes de qualité. Dans nombre d'économies développées, non seulement un taux élevé de chômage persiste mais les conditions de travail se sont empirées – contrats de travail et niveaux de salaires plus précaires. (OIT, 2017)

Entre temps, de nombreux pays ont vu une augmentation des types de contrat qui divergent du « contrat de travail standard », c'est-à-dire du contrat de travail à plein temps, à durée indéterminée, garantissant des droits sociaux tout au long de la vie y compris à la retraite. Si l'utilisation de contrats temporaires ou occasionnels, de titres services et l'émergence de plateformes de travail peuvent avoir des avantages, dont la flexibilité à la fois pour les employeurs et les employés, il y a des inquiétudes sérieuses au sujet de la sécurité de l'emploi, de la qualité des emplois et de l'impact négatif potentiel de l'utilisation excessive ou impropre de tels contrats sur l'égalité, la productivité et la croissance, la loyauté de la concurrence entre entreprises, et la durabilité des systèmes de protection sociale (OCDE, 2019)¹¹. Les observateurs internationaux ont remarqué que le risque d'insécurité de l'emploi, d'isolation, de violence et d'absence de représentation, dans tous ces arrangements de travail atypiques de plus en plus nombreux, affectera particulièrement les femmes et leur position sur le marché du travail européen. Les inégalités flagrantes déjà existantes au détriment des femmes, comme le salaire, la retraite et la protection sociale, le fossé sur les revenus tout au long de la vie, risquent de s'exacerber dans un marché de l'emploi en transformation (OIT, 2019)¹¹.

3.2.1 Les défis en ce qui concerne le vieillissement et les besoins en matière de soins

La constante sous-évaluation du travail considéré comme « féminin » dans la hiérarchie des genres existante est une préoccupation vitale des féministes. La population européenne vieillit mais la prise en charge des générations plus âgées, qui vivent plus longtemps et dépendent davantage des soins ne peut reposer inconsidérément sur les femmes de la famille, les voisines et les concitoyennes. Il est impératif de ne pas créer un fardeau de soins non-rémunéré, qui impactera négativement la possibilité pour les femmes de travailler sur le marché du travail rémunéré, ou étendra le groupe des travailleurs sous-évalués et peu payés dans le secteur de la protection sociale et des soins. Les institutions européennes n'ont pas relevé le défi de la protection sociale et sont loin de développer un modèle durable de soins, intégré dans un cadre institutionnel basé sur les droits.

3.2.2. Les défis de l'intersectionnalité sur le marché du travail européen

Les taux d'emploi pour certains groupes de femmes sont très alarmants. Les femmes handicapées et celles appartenant à des minorités ethniques sont confrontées à des défis similaires et souvent encore plus graves. Les femmes migrantes, ce sont les femmes nées en dehors du pays donné, jouent des rôles



essentiels sur le marché du travail et apportent une contribution précieuse à l'économie et à la société des pays d'accueil. Cependant, elles sont également confrontées à des obstacles particuliers à leur intégration sur le marché du travail.

Les femmes migrantes ayant une éducation supérieure qui ont obtenu leur qualification en dehors de l'UE ont deux fois plus de chances d'avoir un emploi sous-qualifié que les femmes natives et qualifiées dans l'UE à niveau d'éducation similaire. Elles ont tendance à trouver du travail dans des rôles traditionnellement féminins – comme domestiques ou soignantes chez des particuliers, dans les commerces alimentaires, la santé ou le travail social, la production, les services administratifs et de soutien – où elles travaillent souvent de longues heures pour de bas salaires et risquent d'être sévèrement exploitées, spécialement si elles travaillent chez des particuliers.

Un nombre significatif de femmes entrent dans les pays comme épouses de travailleurs migrants, ce qui peut avoir des conséquences sur leur statut légal, limiter leurs droits personnels et les rendre dépendantes de leurs époux, en particulier au cours des quelques premières années « probatoires ». Beaucoup de femmes entrent aussi dans le but de travailler, même si la majorité n'a pas trouvé d'emploi avant d'arriver. Un nombre important est entré comme demandeuses d'asile et réfugiées, et représente une catégorie particulièrement vulnérable de femmes sur le marché du travail puisque leur statut légal dépend de procédures de demande d'asile longues et il est difficile de trouver un emploi en l'absence de titre de séjour permanent. Les femmes Roms sont également plus vulnérables au travail précaire.

Les filles et femmes handicapées rencontrent une variété d'obstacles dans le monde du travail. Les jeunes filles auraient besoin de programmes spéciaux pour pouvoir accéder à l'éducation et à de futures opportunités professionnelles. Les femmes en âge de travailler rencontrent des obstacles pour entrer et participer à la population active. Des environnements de travail inaccessibles, de bas salaires, et le manque d'emplois laissent beaucoup de femmes handicapées dépendre d'allocations publiques et vivre dans la pauvreté. Dans l'UE, les femmes handicapées ont deux fois moins de chances d'être employées que les hommes handicapés ou les femmes ne souffrant pas de handicap ; une femme handicapée a moins de chance de travailler à plein temps et est moins payée que les travailleurs de tous les autres groupes. Les femmes handicapées sont souvent victimes de violence sexuelle au travail et les obstacles pour se défendre en justice sont aggravés par la superposition du genre et du handicap.

Les taux d'emploi pour **les femmes vivant en milieu rural** sont également plus bas que ceux de leurs homologues masculins. Les obstacles supplémentaires auxquels sont confrontés ces groupes de femmes sont dus au genre et aggravés par les autres motifs de discrimination que les politiques d'emploi devraient aborder.

Le **monde digital**, s'étendant aux différentes dimensions de la vie quotidienne, devrait également tenir compte de cela.



Recommandation 8 : Il est essentiel que l'UE adopte une Stratégie post-2019 réellement globale pour l'égalité entre les femmes et les hommes en remplacement de l'actuelle Stratégie interne d'engagement stratégique 2016-2019.



3.2.3 Le défi en ce qui concerne l'économie numérique : la situation des femmes demeure la même dans le monde "réel" que dans le "virtuel"

« Le secteur des TIC (Technologies de l'information et de la communication) peut être considéré comme florissant – un domaine prometteur pour l'emploi dans le futur ainsi qu'un secteur fortement associé à l'innovation. Mais il reste marqué par des dynamiques et ségrégations liées au genre, à l'image de ce que l'on peut observer dans la majorité des autres secteurs dans l'économie » Catherine André, Journaliste

Le marché digital, les produits et l'éventail des activités (financières) réalisées dans le monde entier s'étendent, englobant tous les emplois liés au secteur des TIC, les plateformes digitales, l'intelligence artificielle, les algorithmes, la création d'applications, la sécurité informatique, l'identification faciale, etc. C'est une révolution silencieuse qui se déroule. Puisque seulement 17% des spécialistes des TIC dans l'UE sont des femmes¹², ce sont donc 83% d'hommes qui configurent l'espace public digital. Le monde digital fait partie d'une nouvelle réalité quotidienne et l'exclusion généralisée des femmes de cet espace aura des conséquences à long terme dans chaque domaine de la vie.

Des emplois décents dans la GIG économie

Les développements actuels vont se traduire par la précarité des femmes. Trouver un emploi sur un marché du travail si fortement sexué, avec de moins en moins de protection syndicale – c'est-à-dire de revendication collective, un nombre croissant d'arrangements salariaux atypiques, et de moins en moins de réglementation, va devenir l'exception à la norme pour les femmes. La situation est pire pour les femmes victimes de formes de discrimination multiples et croisées, basées sur leur classe sociale, leur race, leur orientation sexuelle, leur handicap, leur âge ou leur statut de migrante entre autres.

Toutes les femmes et tous les hommes doivent avoir l'égalité des chances et l'égalité de traitement, la liberté d'exprimer leurs intérêts, de s'organiser et de prendre part aux décisions qui affectent leur vie, y compris de se syndiquer et de négocier collectivement. (OIT, Recommandation sur le travail décent)



Recommandation 9 : Les femmes doivent avoir accès à un emploi décent, en ce compris un revenu décent, un salaire égal, la sécurité, le développement personnel et une protection sociale adéquate. Une Stratégie européenne pour la protection et la sécurité sociales devrait viser l'établissement de règles du jeu égales pour les femmes et les hommes dans toute l'Europe afin de relever les défis d'un monde du travail en transformation.

Le Pacte Mauve invite toutes les acteurs institutionnels à prendre des initiatives dans tous ces domaines.



Chapitre 4: Recommandations: Un Pacte pour un modèle économique mauve – une invitation à l'action aux acteurs politiques

Construire une économie féministe – S'engager pour un Pacte Mauve

Recommandations politiques aux différents partenaires institutionnels pour 2020-2030

	Union européenne	Commission européenne	Parlement européen	EUROSTAT	Etats Membres	Partenaires sociaux
L'intersectionnalité	Adopter une approche de l'intersectionnalité pour toutes les politiques et la législation	Adopter une approche de l'intersectionnalité pour toutes les politiques et la législation	Adopter une approche de l'intersectionnalité pour toutes les politiques et la législation	Proposer des méthodes appropriées pour collecter les données dans une perspective d'intersectionnalité	Adopter une approche de l'intersectionnalité pour toutes les politiques et la législation Fixer des objectifs quantitatifs ciblés dans les programmes nationaux de réforme (PNR) concernant l'emploi féminin en général ainsi que des mesures spécifiques ciblées pour les groupes de femmes aux taux d'emploi très bas, tels que par exemple les jeunes	Adopter une approche de l'intersectionnalité pour toutes les négociations collectives dans toutes les relations de travail



					femmes, les femmes plus âgées, les femmes migrantes, les femmes handicapées, les mères célibataires et les femmes Roms	
Les politiques macro-économiques	S'assurer que le cadre macro-économique, y compris l'après Europe 2020, cherche spécifiquement à réaliser l'égalité femmes-hommes Mener des campagnes de promotion active de l'économie féministe Inclure les femmes, spécialement les économistes féministes, dans la planification des politiques économiques	Le cadre économique de l'UE doit être évalué au niveau de son impact pour détecter l'insertion de l'économie féministe et la mise en place de mécanismes de pilotage pour l'égalité des genres La DG Budget doit être à l'initiative de processus incluant les acteurs en ce qui concerne les dépenses publiques et l'allocation des fonds, et inviter en particulier des	Assurer le suivi de la Résolution sur les impôts et les femmes du PE par des auditions sur l'impact des politiques fiscales sur les femmes, l'égalité des genres et des droits humains S'engager avec les organisations de la société civile, de femmes en particulier, sur la Stratégie européenne post 2020 et le processus semestriel européen postérieur	Développer des indicateurs supplémentaires pour mesurer la performance macro-économique, y compris sur le travail rémunéré et non-rémunéré, les différences au niveau du temps consacré, etc.	S'assurer que les politiques de taxation aient un effet redistributif, visent l'égalisation des richesses entre les femmes et les hommes et l'augmentation des investissements dans les services publics S'abstenir d'augmenter la TVA dans le but d'augmenter les recettes publiques. Les gouvernements doivent augmenter les impôts de manière progressive et limiter les	Placer l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur des négociations collectives pour résoudre les écarts persistant dans les salaires, les revenus et les retraites



	s au niveau européen et national, et prendre des mesures contraignantes pour la représentation égale des femmes dans la prise de décision économique	économistes féministes S'assurer que la Stratégie européenne post 2020 comprenne un pilier égalité des genres qui 1) garantisse des mesures spécifiques pour combler les écarts entre les femmes et les hommes, et 2) applique la parité dans toute la Stratégie Utiliser de façon cohérente les recommandations spécifiques par pays pour renforcer les actions spécifiques pour l'amélioration de la situation des femmes, pour démontrer	Réaliser une revue thématique annuelle sur l'égalité des genres dans la mise en œuvre de la future Stratégie post 2030 au niveau de l'UE et au niveau national afin d'identifier les écarts ; combler ces écarts en fournissant des règles directrices à respecter dans le suivi		avantages fiscaux afin d'assurer une contribution équitable au budget de l'Etat. Assurer une participation significative des organisations de la société civile, y compris de femmes, à la rédaction, à la mise en œuvre et à l'évaluation des Programmes nationaux de réforme dans un contexte de gouvernance économique, d'accords de partenariat, de programmes opérationnels, etc.	
--	---	---	---	--	--	--



		l'impact des mesures proposées et encourager une parité plus systématique dans les PNR, y compris dans les politiques macro-économiques Appliquer une perspective genre aux budgets, c'est-à-dire des méthodes de budgétisation basée sur le genre, et au Cadre financier pluriannuel 2021-2027 Augmenter les financements pour les organisations de femmes pour diminuer la pression croissante sur les femmes qui doivent combler les vides laissés				
--	--	---	--	--	--	--



		par les structures sociales après 10 ans d'austérité				
La budgétisation basée sur le genre	Décision du Conseil européen déclarant la budgétisation basée sur le genre nécessaire et indispensable	Créer un groupe de Commissaires sur la budgétisation basée sur le genre et l'économie de la protection Définir des objectifs européens pour la parité, les mettre en œuvre et les surveiller	Le PE doit créer un Comité sur la budgétisation basée sur le genre Assurer que la budgétisation basée sur le genre soit appliquée aux budgets et programmes européens Le Comité du budget et du contrôle budgétaire doit appliquer les méthodes et analyses de budgétisation basée sur le genre	Développer des indicateurs de traçabilité de la budgétisation basée sur le genre	Appliquer les méthodes de budgétisation basée sur le genre aux budgets et audits nationaux publics	Promouvoir la budgétisation basée sur le genre dans les négociations collectives
L'économie de soins « Care »	Reconnaître la valeur essentielle du travail de soins dans un cadre de droits humains	Reconnaître la valeur essentielle de l'économie de soins	Mettre l'accent au cours de la prochaine législature sur l'économie de soins	Travailler sur des indicateurs, en collaboration avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et	Mettre en œuvre la Directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée	Augmenter les salaires des travailleuses du secteur lié aux prestations de soins



	Réaliser, promouvoir et publier davantage de recherches sur les besoins en matière de soins et l'économie de soins	Réaliser, promouvoir et publier davantage de recherches sur les besoins en matière de soins et l'économie de soins Lancer un « Deal » pour l'Europe en matière de l'économie de soins, semblable à la Garantie jeunesse -- c'est-à-dire augmenter les financements pour garantir que tous les besoins soient couverts avec une approche basée sur les droits -- qui devienne central dans toutes les politiques futures de l'UE Présenter une nouvelle législation	Réaliser, promouvoir et publier davantage de recherches sur les besoins en matière de soins et l'économie de soins Demander à la Commission européenne de présenter un « Deal » pour l'Europe en matière de l'économie de soins	les femmes (EIGE), portant sur la valeur du travail de soins rémunéré et non-rémunéré, et définir des indicateurs sur la part respective des femmes et des hommes en relation avec les dispositions de la Directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée	Reconnaître la valeur essentielle de l'économie de soins Garantir un accès inclusif, de qualité et gratuit aux services publics des soins, pour tous les stades de la vie. Ceci doit être développé dans un cadre basé sur les droits, pour protéger les aidants comme ceux qui sont aidés, et en conformité avec la Convention relative aux droits de personnes handicapées des Nations Unies Allouer des budgets significatifs pour améliorer la formation et	Les employeurs et les syndicats doivent garantir la mise en œuvre de la Directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et développer des mesures sur le congé « flexible » comme proposé dans la Directive Soutenir la demande d'un cadre législatif pour améliorer les droits des femmes relatifs à la maternité en Europe
--	--	--	--	---	---	---



		pour améliorer les dispositions sur le congé maternité pour les femmes en Europe, y compris dans le cadre de la libre circulation des travailleurs Définir des objectifs de protection « au-delà de Barcelone » pour prendre en compte les besoins de tout-e-s dans une société vieillissante Garantir des investissements publics à long terme dans les infrastructures sociales, y compris les services de protection sociale et de soins Adhérer à la Convention sur les travailleurs			les capacités des soignants/aidants Augmenter les investissements publics dans l'économie de soins Signer et ratifier la Convention sur les travailleurs domestiques	
--	--	--	--	--	---	--



		domestiques (2011)				
Les politiques d'emploi	Réviser et mettre à jour la Stratégie européenne pour l'emploi (2012) en mettant l'accent sur le travail futur et la transition écologique Créer les conditions pour un modèle «salaire égal-carrière égale » pour dépasser le modèle de « l'homme - soutien de famille »	Développer une stratégie de l'emploi centrée sur la protection Proposer une Directive sur la transparence salariale mettant l'accent sur l'écart salarial entre les genres Garantir la représentation égale des femmes dans le secteur des emplois verts grâce à des mesures d'action Chercher activement à améliorer l'engagement des femmes dans le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC), en soutenant par exemple le Code européen des meilleures	Le Comité emploi du PE a joué un rôle essentiel dans le suivi des politiques de l'emploi dans l'UE. Ce rôle doit être renforcé pour inclure une perspective genre plus solide au vu de la transformation du monde du travail et de l'émergence de l'économie digitale Davantage d'initiatives conjointes avec le Comité FEMM	Collecter des données spécifiques sur le genre au cours de la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, programmes et projets sur l'environnement, le climat et le secteur des emplois verts ; l'absence de telles données et de statistiques rendent difficile d'examiner les inégalités et de mettre en œuvre les mesures appropriées pour améliorer l'égalité entre les genres dans l'économie verte Fournir des statistiques désagrégées par genre sur	Renforcer le secteur public de la protection grâce à des financements et à la définition d'objectifs européens. Assurer l'accessibilité et la qualité des emplois exige un large éventail de services d'aide, dont l'essentiel devrait être fourni publiquement Résoudre l'écart salarial entre genres en se concentrant sur l'éradication des causes profondes Introduire des mesures contraignantes pour les entreprises sur la transparence	Dans le cadre des négociations collectives : Proposer la réduction collective du temps de travail pour tous ; Développer des mesures qui protègent les femmes des effets adverses potentiels de l'économie digitale en termes de rémunération et de conditions de travail ; Comblent l'écart salarial entre les femmes et les hommes



		pratiques pour les femmes et les TIC¹. Assurer que la future Stratégie numérique de l'UE, y compris l'économie digitale, soit développée dans une perspective d'égalité des genres en recherchant activement la contribution des organisations de femmes et des économistes féministes à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la Stratégie Examiner comment la sécurité sociale et les programmes d'insertion professionnelle		l'impact des systèmes de protection sociale (accès, niveau de couverture, suffisance)	des rémunérations, des salaires et des primes	
--	--	--	--	--	--	--

¹ Commission européenne, Société de l'information et Code des bonnes pratiques en matière de médias pour les femmes et les TIC



		Ils peuvent assurer au mieux l'autonomie économique des femmes durant cette période de bouleversement du marché du travail et dans la perspective du travail futur (économie digitale)				
La protection sociale	Tout en reconnaissant que la protection sociale/sécurité sociale est une compétence nationale, il est essentiel de se projeter dans le futur pour créer des conditions équitables à l'échelle de l'UE et éviter un nivellement par le bas, et de respecter le Socle européen des droits sociaux :	Proposer une Stratégie européenne intégrée pour la protection sociale/sécurité sociale qui puisse conduire (à long terme) à l'établissement d'un fonds européen couvrant les risques liés aux retraites, à la pauvreté et à la sécurité sociale Définir la législation pour mettre en œuvre le Socle européen des droits	Demander, soutenir et s'engager dans une Stratégie européenne intégrée pour la protection sociale/sécurité sociale Organiser des auditions publiques sur le logement et la situation des sans-abris en vue d'avancer vers une Stratégie européenne	Contribuer à combler l'écart des retraites entre genres en développant des statistiques désagrégées par genre sur l'impact des systèmes de protection sociale. Développer des statistiques désagrégées par genre qui aillent plus loin que l'unité « ménage »	Garantir des droits individualisés en matière de taxation et de droits à la protection sociale Augmenter les investissements publics pour les services publics Garantir le logement pour tous en investissant dans le logement social et en mettant fin à la situation	Assurer que les droits des travailleurs soient garantis dans les mêmes conditions à travers toute l'Europe, que l'égalité entre les femmes et les hommes soit assurée, dans le cadre de la libre circulation des travailleurs



	Définir une Stratégie européenne sur la protection sociale/sécurité sociale, similaire à l'ancienne Stratégie pour l'emploi en Europe afin d'explorer les domaines de plus grande convergence, éviter les obstacles qui maintiennent et génèrent des écarts entre systèmes de protection sociale, et assurer la cohésion sociale de l'UE Prendre une Directive pour assurer une protection sociale adéquate Etablir un fonds	sociaux, dans une perspective d'égalité entre genres afin d'assurer que tous les principes (actuels) se traduisent par des droits adaptés aux genres dans le Socle européen des droits sociaux Garantir de revenus décents à tous en avançant vers l'adoption d'une Directive européenne sur le revenu minimum, s'appuyant sur la Recommandation de 1992² et la Recommandation sur l'inclusion active approuvée en décembre 2008 par le			des sans-abris	
--	---	---	--	--	----------------	--

² 1992, Recommandation du Conseil relative aux "Critères communs concernant les ressources suffisantes et l'assistance sociale dans les systèmes de protection sociale", 92/441/CEE



	européen couvrant les risques liés aux retraites, à la pauvreté et à la sécurité sociale	Conseil Politique sociale (EPSCO)³ Développer un cadre de droits humains pour combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui confirme le droit de tous, femmes, hommes, filles et garçons dans l'Union européenne à mener une vie digne, libre de toute pauvreté et exclusion sociale Développer une Stratégie européenne pour le logement et une Stratégie pour mettre fin à la situation des sans-abris en Europe				
La violence contre les femmes	Ratifier et mettre pleinement en œuvre tous les	Surveiller la mise en œuvre de la	Surveiller la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul au	Fournir des données sur les coûts de toutes les formes de	Ratifier et mettre pleinement en œuvre la	Appliquer et définir des politiques sur la violence

³ Recommandation de la Commission sur l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail, Bruxelles, [30.09.2008] C (2008)



	aspects de la Convention d'Istanbul	Convention d'Istanbul Proposer une Directive sur la violence contre les femmes Réaliser une étude à l'échelle européenne, présentant des recommandations, sur les économies de la prostitution/pornographie et leurs liens avec le crime et les violations des droits humains	niveau européen, produire des rapports annuels et des recommandations pour un meilleur suivi et une meilleure mise en oeuvre	violence, notamment la pornographie, la prostitution et le trafic visant l'exploitation sexuelle	Convention d'Istanbul	sexuelle au travail pour assurer le suivi la Convention de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail
Les politiques militaires	Adopter comme principe directeur le concept de sécurité humaine Signer le Traité sur le commerce des armes Signer et ratifier le Traité interdisant				Ramener la priorité dans les dépenses de la militarisation vers des « moyens d'existence durables » c'est-à-dire la recherche sur le changement climatique, le combat contre la pauvreté et la lutte contre les	



	les armements nucléaires et l'utilisation de produits fissiles				déchets de masse Mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies (TCA, Programme d'Action, SGNU, et AGNU) tout en appliquant les obligations de la Convention sur l'élimination des discriminations contre les femmes (CEDAW), qui traitent spécifiquement des responsabilités vis-à-vis des femmes, de leur autonomie, de leur intégration dans les processus décisionnels sur la paix et de la sensibilisation au préjudice disproportionné qu'elles	
--	--	--	--	--	--	--



					subissent – problématiq ues qui doivent l'emporter sur toute autre considératio n dans tous les aspects des dépenses, des achats et du déploiement militaires	
--	--	--	--	--	--	--



Notes

¹L'idée de l'économie mauve a d'abord été développée par **Ipek Ilkkaracan** de l'EWL, la coordination turque, comme la vision d'une économie de genre égalitaire et durable. Le modèle original comprend un quatrième pilier sur l'économie rurale et la politique agricole en plus des trois adoptés ici (c.-à-d. les soins sociaux, la réglementation du marché du travail et un cadre macroéconomique mauve). Pour la première description du modèle d'économie mauve, voir Ilkkaracan (2013) (http://www.genanet.de/fileadmin/user_upload/dokumente/Care_Gender_Green_Economy/Int_WS_Sustainable_Economy_Green_Growth_who_cares_EN.pdf); ou Ilkkaracan (2016)

(<https://www.taylorfrancis.com/books/e/9781317239017/chapters/10.4324%2F9781315627762-13>);

aussi pour une brève introduction: <https://www.iwraw-ap.org/ipek-ilkkaracan-purple-economy/>

²ONU Femmes, Pourquoi les politiques macroéconomiques comptent pour l'égalité des sexes, <http://www.unwomen.org/fr/digital-library/publications/2015/12/macroeconomic-policy-matters-for-gender-equality#view>

³EWL, Ensemble pour une Europe féministe: cadre stratégique 2016-2020.

⁴ Voir aussi la publication du LEF «Les femmes pour l'Europe/l'Europe pour les femmes»: un nouveau type de leadership pour le XXI^e siècle.

⁵Pour plus d'informations, voir l'approche des capacités d'Amartya Sen et Susan Nussbaum:

https://www.researchgate.net/publication/292788186_The_Capability_Approach_Comparing_Amartya_Sen_and_Martha_Nussbaum

⁶ Comme M. Ferber et J. Nelson, B. Young, et al.

⁷ Ibid.

⁸ Ibid.

⁹ Voir Conseil de l'Europe:

<https://wcd.coe.int/com.instranet.InstraServlet?command=com.instranet.CmdBlobGet&InstranetImage=2946760&SecMode=1&DocId=2384888&Usage=2>

¹⁰ FEMM décision 2018/19 comme amélioré en 1^{ère} lecture 15.1.19.

¹¹ CEDAW, EU GM directive (1997), Traité d'Amsterdam (1997); PFA Beijing et Beijing + 5 (2000; tous les suivis) et une série de conclusions concertées de la CSW de l'ONU, du WCAR et des ODD.

¹² Atteindre la volonté critique, «Les femmes, les armes et la guerre ; une critique sexuée des instruments multilatéraux», Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

<http://www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/women-weapons-war.pdf>

¹³ Fraser, Nancy, New Left Review, 2016, 99

¹⁴ <http://www.edf-feph.org/independent-living-social-services>

¹⁵ **Unpaid care work in economic context**, Diane Elson, professeure émérite, département de sociologie, Université d'Essex, Royaume-Uni, in *European Women's Voice Her Future – Intergenerational solidarity from a gender equality perspective*, 2012 <https://www.womenlobby.org/European-Women-s-Voice-Her-Future-Intergenerational-solidarity-from-a-gender?lang=en>

¹⁶ EIGE, Rapport sur les avantages économiques de l'égalité des sexes (<https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/policy-areas/economic-and-financial-affairs/economic-benefits-gender-equality>

<https://www.exploring-economics.org/de/entdecken/towards-post-work-future-necessary-agenda-reconcil/>

¹⁸ https://www.boell.de/sites/default/files/endf_the_future_we_want.pdf

¹⁹ <http://www.oecd.org/employment/employment-outlook-2019-highlight-en.pdf>

²⁰ OIT, «dimension sexospécifique des tendances de l'emploi et avenir du travail: où les femmes travailleront-elles ensuite?»:

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_613273.pdf

²¹ EIGE, La numérisation et l'égalité des sexes dans l'union européenne, 2018:

[fichier:///C:/Users/Collins/AppData/Local/Packages/Microsoft.MicrosoftEdge_8wekyb3d8bbwe/TempState/Downloads/20184369_mh0418679enn_pdf%20\(1\).](fichier:///C:/Users/Collins/AppData/Local/Packages/Microsoft.MicrosoftEdge_8wekyb3d8bbwe/TempState/Downloads/20184369_mh0418679enn_pdf%20(1).)





EUROPEAN WOMEN'S
LOBBY
EUROPEEN DES FEMMES

18 RUE HYDRAULIQUE - 1210 BRUXELLES
(+ 32) 02 / 217 90 20
EWL@WOMENLOBBY.ORG
WWW.WOMENLOBBY.ORG